

## COMMUNIQUÉ CSD 33

**P**lus de 25 000 hectares de forêt viennent de partir en fumée en l'espace de quelques jours dans notre département. Mais nos services publics, eux, sont la proie des flammes depuis bien plus longtemps et menacent de n'être très bientôt qu'un tas de cendres. Au cours de la catastrophe, qui vient d'avoir lieu sur notre territoire, heureusement que la mobilisation et la solidarité citoyenne sont venues pallier le manque de moyens donnés aux pompiers et plus largement à l'ensemble des services publics locaux pour accomplir leur mission de protection et de sauvegarde des habitants et de l'environnement. Malgré le désengagement financier de l'état depuis de nombreuses années, les agents du service public ont, une fois de plus, pu démontrer que dans des conditions de travail déplorables, ils sont capables de l'extraordinaire par leur engagement sans faille à servir la population.



L'inaction climatique politique nous amène aujourd'hui dans une situation où les incendies et les catastrophes naturelles seront de plus en plus fréquents. Combien en faudra-t-il pour que le gouvernement prenne conscience de l'absolu nécessité de fournir aux services publics les moyens pour faire face aux défis de demain ?

Nous nous souvenons tous, en 2019, des personnels du SDIS qui descendaient dans la rue pour demander plus de moyens. La réponse du gouvernement fut brutale. Pourtant les chiffres ne mentent pas. Depuis 2005, les moyens matériels alloués aux pompiers ont diminué de 25%.





# FIER-E-S ! DE TRAVAILLER POUR LE SERVICE PUBLIC !

Les conditions climatiques propices aux catastrophes, la fermeture des urgences hospitalières et les carences de la médecine de ville, multiplient les tâches qui sont maintenant affectées aux pompiers.

La **CGT** n'a de cesse d'alerter les pouvoirs publics sur le manque de moyens chroniques des services publics. Pompiers, hôpitaux, écoles, collectivités locales... l'état se désengage partout, oubliant sans doute que nos services publics sont le premier rempart des citoyens dans la vie quotidienne et surtout en temps de crise, comme nous avons pu le voir lors de la pandémie de covid.

Macron n'a pas hésité à s'engager durant la crise sanitaire en parlant de la nécessité « d'interroger le modèle de développement dans lequel nous sommes engagés ». Il a martelé à de nombreuses reprises que l'état répondrait aux besoins des citoyens « quoi qu'il en coûte ». Où sont passées ces belles promesses quand on voit la crise profonde où sont plongés tous les agents des services publics. Une crise qui met à mal tous les aspects de la vie des citoyens.



Des **services publics** à la hauteur des défis qui les attendent aujourd'hui et demain coûtent de l'argent, c'est une évidence. L'état qui a passé commande de 90 véhicules blindés de maintien de l'ordre pour un montant d'environ 60 millions d'euros (600 000€ l'unité) le sait bien et n'a pas lésiné sur ce montant. Le SDIS (camion citerne 200 000€ l'unité), les hôpitaux, les écoles, les collectivités... ont aussi des besoins et ils sont bien plus vitaux. Il serait temps d'y répondre « quoi qu'il en coûte » dans **l'intérêt de tous les français**.



=



## LES REVENDICATIONS DE LA CGT

- Allouer des moyens matériels et humains pour le SDIS mais aussi pour la flotte aérienne de la sécurité civile
- Développer une vraie politique en faveur des services d'urgence des hôpitaux afin de recentrer les pompiers sur leurs véritables missions
- Redonner de l'attractivité à la profession (salaire et conditions de travail décents)
- Recruter des pompiers volontaires
- Rouvrir les petites casernes qui ont été fermées au nom de la rationalisation
- Mettre en place une politique publique nationale de protection contre les incendies de forêt

